

Texte à la CA Académique du SNES-FSU Grenoble - 20 juin 2025

À l'approche de la fin de l'année scolaire, l'heure est au bilan de l'année sociale et politique qui vient de s'écouler. Il y a un an, le dimanche 9 juin, l'extrême droite recueillait plus de 40 % des voix aux élections européennes et Emmanuel Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Il y eut d'abord de la sidération, puis de la colère devant ce qui ressemblait fort à un coup de poker d'un président qui jouait surtout au pyromane avec la démocratie. Le SNES et la FSU s'engageaient à voter dès le premier tour pour une véritable alternative de progrès et de justice sociale que l'on retrouvait dans le programme du Nouveau Front Populaire, projet qui portait une alternative sociale, féministe écologiste et démocratique, aux antipodes du projet réactionnaire, raciste et xénophobe de l'extrême droite ainsi que des politiques néolibérales qui font son terreau depuis des années.

Après le soulagement et l'espoir, nous avons dû faire face à un mépris de la démocratie, voire une haine de la démocratie, de la part d'Emmanuel Macron avec la nomination de Michel Barnier, puis de François Bayrou, reposant sur une coalition minoritaire dont la politique continue de fracturer la société en s'attaquant ouvertement aux services Publics et la Fonction publique pour imposer une société concurrentielle, avec un discours populiste pour justifier ses politiques : attaque contre les immigré-es et l'aide médicale, attaque contre les chômeur-ses *assisté-es*, attaque contre les retraité-es *priviliégié-es*, attaque contre les fonctionnaires *absentéistes*...

La réaction du Nouveau Front Populaire a confirmé que l'histoire ne se répète pas. Très tôt, la division a remplacé l'union au profit d'un gouvernement Bayrou qui vit sous perfusion du 49.3, tout en annonçant une réduction budgétaire de 40 à 0 milliards et des politiques sécuritaires et xénophobes portées par le Ministre de l'intérieur, en campagne présidentielle, surenchérisant sur les propos de l'extrême droite.

Le projet gouvernemental de 40 à 50 milliards d'économies sur le budget 2026 est au cœur des échéances politiques. Pierre Moscovici, président de la Cour des comptes, ne fait pas de mystère de ce sur quoi doit porter « l'effort national » demandé par Bayrou : les dépenses de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales. L'essentiel est de convaincre que nous n'avons pas les moyens de financer notre modèle social en s'attaquant aux retraité-es avec la menace de la suppression de l'abattement de 10 %, aux fonctionnaires avec l'absence de revalorisation et le gel du point d'indice, et en garantissant aux plus riches des abattements fiscaux. Les ballons d'essai des « pistes » de financement se multiplient : TVA « sociale », CSG, capitalisation... Ces propositions qui creusent les inégalités sociales et minent les solidarités sont contraires à nos revendications d'un autre partage des richesses.

Concernant les retraites, le Président du COR s'est inscrit dans les pas du gouvernement Borne qui l'a nommé en proposant de repousser l'âge légal de départ à la retraite à 65,9 ans. Même si les organisations syndicales ont pu faire retirer ces commentaires orientés et ont contesté sa volonté de cibler encore les fonctionnaires avec la mention d'un déficit caché, la stratégie de communication, tout comme le « conclave » vise à imposer un principe d'allongement de la durée de cotisation et de capitalisation.

Alors que nous allons fêter les 80 ans de la Sécurité sociale, les politiques de protection sociale ouvrent la porte à la privatisation avec une mise en concurrence des protections sociales complémentaires. À l'heure où le ministère impose la PSC et ouvre au privé, le SNES-FSU s'engage dans une campagne d'information, notamment par des stages, sur cette question essentielle de la protection sociale et sur notre mandat du 100 % SECU.

La cure d'austérité à la Fonction publique, qui est déjà à l'os, est aggravée. Les secteurs de la santé et de l'Éducation nationale sont au bord de la rupture. L'annonce de la convention sur les temps de l'enfant est une nouvelle diversion de l'Élysée avec une réelle menace sur notre temps de travail. L'absence de publication du nouveau décret sur les carrières sur ordre de Bercy éloigne la perspective d'une mise en œuvre au 1^{er} septembre 2025, comme annoncé initialement. La réaction de nos collègues suite à cette annonce montre le mécontentement : gel de la valeur du point d'indice, suppression de la GIPA, ponction sur la rémunération des congés maladies ordinaires, future contribution à la PSC,

blocage organisé de l'accès à la classe exceptionnelle pour 40 000 collègues du 2nd degré, dont 60 % de femmes en fin de hors-classe... Pouvoir d'achat, salaires, traitement indiciaire et pensions.... La question des salaires est un sujet brûlant que le gouvernement cherche à éviter.

Dans l'éducation, les opérations de mobilité viennent de se terminer et l'absence d'attractivité se fait durement sentir. En arts appliqués, en arts plastiques, en biotechnologie, en documentation, dans les disciplines du génie, en économie gestion, en éducation musicale, en EPS, en espagnol, en italien, en lettres classiques, en lettres-anglais, en lettres-espagnol, en lettres-histoire, en physique appliquée, en maths-sciences, en optiques, en SES, en STMS, en SII, en technologie, des postes sont vacants, particulièrement en nord-Isère et en Haute-Savoie dans notre académie. Personne ne le peut le nier aujourd'hui : il n'y aura pas un-e enseignant-e devant chaque classe à la rentrée prochaine.

Dans le 2^d degré, le nombre d'inscrit-es baisse de 4 % par rapport à la session 2024, ce qui représente 2848 candidat-es en moins pour la session 2025. Rien n'est fait pour endiguer cette crise, aucune perspective de revalorisation (les salaires étant le premier frein à l'engagement dans l'éducation nationale), des réformes passées en force contre l'avis majoritaire des organisations syndicales et une dégradation des conditions de travail. Les conditions d'entrée dans le métier se sont dégradées avec une majorité de stagiaires affecté-es à temps plein, alors qu'elles et ils ont besoin de rentrée progressivement dans le métier sur plusieurs années. Le SNES-FSU continue à s'opposer à la réforme de la formation initiale avec un concours en L3. Ca n'est pas en jouant sur une baisse du niveau de formation des personnels que nous trouverons la solution, mais en revalorisant nos métiers que nous pourrions résoudre cette crise structurelle.

Alors que des PAS doivent remplacer des PIAL dès la rentrée prochaine, les personnels de l'ARS et coordinateur-trices ne sont pas encore toutes et tous recruté-es, les établissements tous identifiés et la carte véritablement stabilisée. Beaucoup de postes de référent-e en ULIS restent vacants à l'issue du mouvement. Alors que le rectorat avance confiant sur une « plus-value » des PAS, même Michel Savin, sénateur LR de l'Isère, pointe l'absence de moyens, le manque de places en instituts spécialisés (IME, Itep...) et d'AESH. Le SNES et FSU continue de se battre pour qu'une réelle inclusion des élèves existe. Cela passe entre autres par la création d'un corps de catégorie B pour les AESH et une diminution des effectifs par classe.

La mort de notre collègue Mélanie Grapinet a fait l'objet de récupérations politiques abjectes de stigmatisation de la jeunesse pour toujours plus de sécuritaires, rejetant tous les faits de souffrance de nos élèves dans notre société. Les AED et les AESH sont les personnels les plus exposés, en première ligne face aux souffrances des élèves. Proches des élèves, les AED sont primordiaux·ales pour recevoir la parole des jeunes et les accompagner. Par la fonction d'AED, c'est une école bienveillante et émancipatrice qui peut se mettre en place.

Pourtant leurs salaires restent parmi les plus bas de l'Éducation nationale. Aucune des solutions envisagées par le ministère ces dernières années n'a permis de traiter sérieusement la question de la précarité de nos collègues AED. Les conditions de travail sont quant à elles inacceptables ! Les vies scolaires sont réduites à peau de chagrin alors que les AED doivent souvent composer avec des centaines d'élèves. Même la pénibilité de l'exercice en réseau d'éducation prioritaire ne leur est qu'en partie reconnue puisqu'un-e agent-e ne perçoit que la moitié de la prime perçue par les enseignant-es. Dans cette période de renouvellement de contrats, les situations anormales se multiplient avec les refus de CDI sans motifs, des non-renouvellements entiers d'équipes comme par exemple au lycée Boissy d'Anglas à Annonay, les réductions des quotités de temps de travail, temps partiels subis... La FSU académique a obtenu l'ouverture d'un cadre de gestion des AED et y défendra ses revendications d'un recrutement académique et d'ouverture de réelles perspectives.

Nous avons besoin de moyens humains mais non de transformer en « bunkers » les établissements et de cantonner les personnels de la vie scolaire au rôle d'agents de sécurité, comme le prévoit le principe des brigades tranquillité scolaire. Le climat scolaire résulte d'une interaction complexe entre les différents personnels de l'établissement et leur capacité à installer ensemble une cohérence éducative qui permet une sécurisation psychologique des élèves. Cela englobe des facteurs liés aux conditions matérielles, à l'organisation pédagogique et éducative, aux divers espaces temps qui constituent la vie scolaire des élèves, aux espaces de dialogue et de concertation.

Pour garantir la sérénité, il est essentiel d'écouter les préoccupations des personnels, les soutenir, améliorer les conditions de travail et renforcer les équipes. Améliorer le bien-être des élèves et des personnels nécessite des moyens, davantage de mixité sociale et scolaire, et la réduction des effectifs pour un meilleur suivi pédagogique et éducatif.

La santé mentale de nos jeunes est un vrai sujet, la FSU n'a eu de cesse de dénoncer la dégradation survenue depuis 5 ans. Elle s'explique par de multiples facteurs. Mais les réponses proposées par E. Borne lors des assises de la santé scolaire ne sont pas à la hauteur. Le SNES et la FSU demandent la création de postes pour les assistantes sociales les infirmières et les PSYEN.

La situation pour les personnels de l'éducation nationale se résume surtout à des régressions : des métiers transformés, une carrière bloquée, aucune revalorisation digne de ce nom, une formation initiale qui les réduit à des exécutant·es de prétendues bonnes pratiques, régressions dont nous voyons les conséquences sur le nombre de candidat·es aux concours... Du côté des élèves, nouveaux programmes prescriptifs et normatifs, angoisse et tri organisé de parcoursup, réforme de la voie pro avec le parcours en Y, lycée Blanquer, Choc des savoirs (alors que l'inspection générale vient de montrer l'inefficacité des groupes !), autrement dit des mesures qui dessinent une vision utilitariste de l'École, à l'opposé de sa mission émancipatrice, et qui aggravent aussi le dualisme scolaire préfigurant d'un dualisme social dangereux pour la démocratie.

Protection sociale, retraites, salaires et pensions, fonction publique, service public d'éducation... les motifs de grognes et de mobilisations ne manquent pas. Malheureusement, alors que nos collègues sont attaché·es aux mobilisations intersyndicales, comme la encore montré la forte grève du 5 décembre dernier qui a permis la suppression du projet de 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie, les stratégies de certaines organisations en font fi, sont contre-productives et démobilisent les personnels.

Le SNES et la FSU doivent œuvrer à tous les niveaux à reconstruire une intersyndicale forte et donner de réelles perspectives pour une autre société.

La CA académique mandate la CA nationale pour élaborer dès cette fin d'année une campagne de mobilisation pour construire une grève forte, sur plusieurs journées successives, avant les vacances de Noël, en y associant dès aujourd'hui nos syndiqué·es.

D'ici-là, les conseils d'administration de fin d'année doivent être le lieu de dénonciations des conditions de préparation de rentrée. Particulièrement en collège, le SNES-FSU appelle à s'opposer aux groupes de besoin, en s'appuyant sur le rapport de l'Inspection générale.

Dès la rentrée, la CA académique appellent à mobiliser avec la tenue d'HMIS les personnels dès la prérentrée. La section académique fournira du matériel en amont. Les stages syndicaux seront également l'occasion de construire cette mobilisation.

Dès la rentrée, les sections départementales et académique du SNES-FSU impulseront et accompagneront les mobilisations sur les conditions de rentrée, les effectifs pléthoriques et les manques de personnels.

Texte Internationale

MOBILISATION POUR LA PALESTINE

La CAA relaie les appels intersyndicaux dénonçant la fuite en avant mortifère des autorités israéliennes et les exactions commises à Gaza. Les habitants de l'enclave palestinienne subissent depuis plus de 600 jours des bombardements indiscriminés, des déplacements forcés et une famine imposée aux civils comme méthode de guerre. Avec un sentiment d'impunité, le gouvernement israélien exprime, au fil des déclarations et sans complexes, des intentions génocidaires et entraîne Israël dans une faillite morale avec le silence complice d'une partie des décideurs et sous le regard impuissant de la communauté internationale.

Le CAA appelle à participer aux mobilisations et initiatives qui se déroulent en ce moment. Elle appelle également à la mise en place de sanctions internationales contre l'État d'Israël.

Texte Droits et liberté

Mobilisation contre l'extrême droite :

L'extrême droite au pouvoir dans de nombreux pays du monde applique son projet fasciste et impérialiste. L'extrême-droite et ses idées gagnent encore du terrain dans le monde comme en France : on le constate par le sort désastreux réservé aux migrant-es et étranger•es, par le racisme revendiqué en acte, ou par les reculs sur les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ dans certains pays. En France, alors que la colère sociale est forte (retraites...), le gouvernement, comme les précédents, entretient un climat autoritariste, islamophobe et raciste : stigmatisation des musulman-es, proposition d'interdiction du voile avant 15 ans, dissolution de la Jeune garde lyonnaise et tentative de dissolution d'Urgence Palestine (sur demande du RN).

Le climat de haine généré par l'infusion dans la société des idées racistes, réactionnaires et tout répressif banalise la violence et rend possible le passage à l'acte des groupuscules violents d'extrême droite et des violences isolées contre les personnels. Résister à cette fascisation de la société est essentiel, tant on sait que l'école est un des enjeux prioritaires de l'extrême droite. D'où notre soutien syndical pour tous-tes les collègues qui se battent face à la répression de l'institution, et contre les attaques de l'extrême droite.

La lutte contre les idées d'extrême droite, dont certaines sont déjà mises en pratique, doit être une de nos priorités. Ce combat doit se faire par la formation syndicale (analyse des programme éducatif du RN) et dans l'action en appelant et en participant aux mobilisations antifascistes.

Textes adoptés à l'unanimité des 26 votant-es